

ETTAKATOL

Forum Démocratique pour le Travail et les Libertés



**Programme
Ettakatol
en 100
propositions**

www.ettakatol.org

Présentation

Ettakatol - Forum Démocratique pour le Travail et les Libertés n'est pas un parti né après le 14 janvier 2011. C'est une formation politique qui a vu le jour bien avant le déclenchement de la révolution le 17 décembre 2010, cet événement crucial dans l'histoire de la Tunisie contemporaine. Fondé le 9 avril 1994, date qui coïncide avec la fête des martyrs, notre parti a aujourd'hui 17 ans d'existence.

Pendant notre parti a été privé de reconnaissance officielle qui ne lui fut accordée qu'après huit années de lutte, soit le 25 octobre 2002. Il a été fondé par des militants qui avaient soif de liberté, de démocratie, de progrès et de justice sociale. De sensibilités politiques diverses : progressistes, syndicalistes et défenseurs des droits de l'homme, ils sont unis par leur fidélité à la patrie et leur rejet de la dictature, de l'injustice et de l'arbitraire dans tous les domaines, économiques et sociaux en particulier.

Depuis sa formation, Ettakatol a rejeté le pluralisme de façade, refusant de servir d'alibi ou de simple décor démocratique. Ce choix a entraîné son exclusion du paysage politique et médiatique le privant de fonds publics. Son journal « Mouatinoun » ne bénéficiait d'aucun soutien de l'Etat, que ce soit sous forme de subvention ou de publicité. Le parti fut persécuté et marginalisé. Son secrétaire général, le Dr Mustapha Ben Jaafar n'a pu de ce fait se porter candidat à l'élection présidentielle de 2009. 17 listes de ses candidats aux élections sur 24 n'ont pas été validées pour avoir refusé de se soumettre au régime totalitaire du président déchu.

Ettakatol est fier de la lutte qu'il a menée sans remission pour faire triompher les valeurs de démocratie. Il tire également une fierté légitime de sa contribution à faire germer la révolution de la liberté et de la dignité qui a mis un terme à un régime dictatorial corrompu. Notre parti s'est résolument placé à l'avant-garde des forces qui ont soutenu la révolution, militant pour la réalisation de ses nobles objectifs. En témoigne son refus de participer aux deux gouvernements Ghannouchi, qui n'étaient qu'un prolongement du régime despotique de Ben Ali.

Ettakatol œuvre, depuis sa création à la réalisation des objectifs suivants : démocratie, justice sociale et consécration de l'identité arabo-musulmane du peuple tunisien.

Ces objectifs ont été inscrits dans les documents constitutifs du parti en 1994, et se sont cristallisés à travers l'action militante menée sur le terrain. Nos choix sont également une émanation des résolutions que notre parti a adoptées dans les domaines politique, économique, éducatif, culturel et celui de la jeunesse et qui ont été rendues publiques à l'issue de la tenue de son congrès les 29 et 30 mai 2009.

Ettakatol dispose de bureaux de fédérations dans les chefs-lieux de tous les gouvernorats et de plusieurs sections implantées dans les délégations.

Lors de son congrès de mai 2009, le parti a élu un Conseil national composé de 60 membres et un bureau politique comprenant 13 membres :

Ettakatol a aussi constitué une formation de jeunesse appelée « Organisation des Jeunes Socialistes Démocrates ». Ettakatol est membre actif de l'Internationale Socialiste, du Congrès National Arabe et de la ligue des Partis Démocratiques Arabes.

Il entretient des relations de coopération et de fraternité avec plusieurs autres partis dans le monde.

Secrétaire Général : Dr Mustapha Ben Jaafar

ETTAKATOL
Forum Démocratique pour le Travail et les Libertés





Introduction

Le 23 octobre 2011, les citoyens Tunisiens, de Tunisie et de l'Étranger, écriront une nouvelle page de leur histoire, celle de la deuxième république tunisienne. Ettakatol a été historiquement un parti patriotique dissident contre la dictature. Il est désormais la convergence de forces démocratiques qui s'attèlent à l'avènement de la seconde République. Ettakatol propose qu'ensemble nous construisons notre vision de cette deuxième république, qu'ensemble nous apportions des réponses à la crise de valeurs que nous vivons. Ainsi, c'est ensemble, disposition par disposition, que nous écrivons notre Constitution.

Les Tunisiens se sont révoltés pour que les valeurs du travail, de liberté, de justice et de solidarité reprennent leur véritable sens. Ces valeurs, intimement liées les unes aux autres, constituent la philosophie d' Ettakatol depuis sa fondation en 1994. Des aspirations pour lesquelles nos martyrs ont payé de leur vie et qu'Ettakatol concrétisera afin que la Tunisie brille à jamais.

Les Tunisiens voient la hantise du chômage et s'interrogent sur leur avenir et celui de leurs enfants; ils voient une organisation du travail menant à la précarité et se demandent où est la justice sociale; ils voient des pseudo-fonds de solidarité et s'insurgent contre la fracture régionale; ils voient un système gangréné par une corruption généralisée. Aujourd'hui, ils aspirent à une gouvernance démocratique et un État de droit.

Ettakatol propose dès lors une véritable rupture avec les systèmes ayant prévalu pendant 23 ans. Notre projet de société se fonde sur un véritable contrat social, juste et équilibré, articulé sur un développement durable et l'harmonie sociale.

Ainsi, notre engagement pour la Tunisie est de bâtir une société démocratique et libre, en mesure de relever quatre grands défis suivants :

- 1 bâtir **un Etat de droit** basé sur des pouvoirs et des contre-pouvoirs et instaurer de nouveaux principes de gouvernance
- 2 Construire **une économie solide et solidaire** pour relancer notre compétitivité, réduire les fractures régionales et sociales et valoriser le travail
- 3 Combattre la pauvreté et la précarité et faire accéder les Tunisiens à **une vie digne**.
- 4 Renouer avec **une société citoyenne** pour assurer une gouvernance saine et un cadre de vie harmonieux.

L'enjeu majeur est ainsi de replacer tous les citoyens Tunisiens à leur vraie place, c'est-à-dire au cœur de la société. La politique, l'économie et les institutions de l'État ne seront seulement que des moyens, au seul service du citoyen. Dans cette nouvelle page de la Tunisie, le bien être et le bonheur du citoyen Tunisien seront les seuls objectifs d'Ettakatol.

Notre Programme

1 • Une deuxième République fondée sur une nouvelle Constitution qui conserve les acquis, et rompt avec la dictature

- La Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain ; sa religion est l'islam, sa langue l'arabe et son régime la République. La République Tunisienne sépare le champ politique du champ religieux et est ouverte sur les valeurs universelles.
- Consacrer la démocratie, assurer la stabilité et garantir la séparation et l'équilibre des pouvoirs.
- Consacrer l'intangibilité des libertés individuelles et publiques, des droits politiques ainsi que ceux liés à l'économie, à la culture et à la justice sociale.
- Instaurer l'Etat de droit comme système effectif.
- Instaurer des mécanismes effectifs de contrôle des différents pouvoirs.

2 • De nouveaux principes de gouvernance pour l'instauration de « l'Etat de droit »

- Garantir l'égalité et les droits du citoyen devant une justice indépendante.
- Réduire la fracture régionale par la participation politique du citoyen à travers des structures régionales et locales élues et à travers des mécanismes de communication appropriés.
- Garantir la liberté et la diversité des médias.
- Revoir la qualification et l'organisation des corps de sécurité intérieure pour garantir leur neutralité et restaurer la confiance avec les citoyens.
- Renforcer le rôle de l'armée comme pilier républicain de la défense de la nation.

3 • Approches nouvelles et pionnières en matière de politique étrangère

- Redéfinir une politique étrangère cohérente et volontariste avec les aspirations de notre peuple et son appartenance civilisationnelle, et des relations internationales visant à réaliser l'intégration Maghrébine, Méditerranéenne, Arabe et Africaine

4 • Un nouveau modèle de développement pour une Economie Solide et Solidaire

- Nous mettrons en œuvre des mesures immédiates favorisant la relance économique, l'emploi et la gestion des actifs de l'ancien système.
- Nous redonnerons à l'Etat son rôle régulateur garantissant la cohésion sociale et la croissance durable.

- Nous stimulerons l'investissement et l'entrepreneuriat dans le cadre d'un nouveau modèle de développement.
- Nous mettrons en œuvre des mesures pratiques et efficaces pour favoriser la culture d'entreprise citoyenne.
- Nous moderniserons l'administration des impôts en simplifiant la norme fiscale.
- Nous réduirons la fracture régionale par une nouvelle gouvernance et politique territoriale.
- Nous ouvrirons davantage notre économie sur les marchés internationaux dans un nouveau cadre de partenariat.
- Nous replacerons l'agriculteur au centre de la stratégie de développement agricole.
- Nous renforcerons et pérennisons notre tourisme.
- Nous ferons de la Tunisie un pôle de services.
- Nous créerons un nouveau cadre pour le secteur du commerce.
- Nous renforcerons nos industries pour qu'elles deviennent innovantes, compétitives et solides.
- Nous rattraperons la dynamique mondiale autour des énergies renouvelables.

5 • Un projet de société juste pour une Vie Digne

- Nous rétablirons la confiance en un avenir serein, à travers la lutte et la prévention contre la pauvreté et la précarité.
- Nous améliorerons le pouvoir d'achat des Tunisiens pour assurer une vie digne à tous les citoyens.
- Nous améliorerons le quotidien des Tunisiens et permettrons à l'ensemble des citoyens d'accéder au mieux vivre.
- Nous révolutionnerons le système éducatif pour lui rendre ses titres de noblesse et son rôle d'ascenseur social.

6 • Un cadre de vie harmonieux pour une société citoyenne

- Nous œuvrerons pour une meilleure gouvernance de l'administration, des services publics et des services de sécurité pour plus de sérénité dans la société.
- Nous œuvrerons pour une famille épanouie et plus unie.
- Nous rendrons la culture accessible à l'ensemble des citoyens.
- Nous ferons du Tunisien à l'étranger, un citoyen résident à l'étranger à part entière et veillerons au respect de ses droits dans le pays d'accueil.
- Nous favoriserons un cadre de vie de qualité propice à l'environnement pour un développement familial harmonieux.

Une deuxième République fondée sur une nouvelle Constitution qui conserve les acquis, et rompt avec la dictature

La Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain ; sa religion est l'islam, sa langue l'arabe et son régime la République. La République Tunisienne sépare le champ politique du champ religieux et est ouverte sur les valeurs universelles

- 1 Un Etat dont le Régime est républicain et civil fondé sur des Institutions qui reflètent la souveraineté du peuple. L'Etat préserve l'identité du peuple tunisien et garantit la liberté de croyance.
- 2 L'identité du peuple tunisien est enracinée dans ses valeurs arabomusulmanes, et enrichie par ses différentes civilisations ; elle est fondamentalement moderne et ouverte sur les cultures du monde.
- 3 L'Etat veille à l'ancrage et au rayonnement de la langue arabe tout en promouvant l'ouverture aux langues étrangères et les diverses cultures et civilisations.
- 4 L'Etat veille à la préservation des lieux de culte et en assure la neutralité afin d'éviter l'instrumentalisation de la politique dans le champ religieux et de la religion dans le champ politique.

Consacrer la démocratie, assurer la stabilité et garantir la séparation et l'équilibre des pouvoirs

- 5 Déterminer clairement des prérogatives de chaque pouvoir et des mécanismes de contrôle mutuel
- 6 Garantir l'indépendance de la justice

- 7 Election du Président de la République qui est le Chef de l'Etat au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Nomination du premier ministre choisi au sein de la majorité parlementaire.
- 8 Définition des prérogatives et rôles du gouvernement et du Chef de l'Etat de manière à garantir l'équilibre de leurs pouvoirs.
- 9 Définition précise du fonctionnement et de l'organisation du Parlement ainsi que de ses prérogatives en matière législative et de contrôle de l'activité gouvernementale. Le Parlement partage avec le gouvernement l'initiative des lois.

Consacrer l'intangibilité des libertés individuelles et publiques, des droits politiques ainsi que ceux liés à l'économie, à la culture et à la justice sociale

- 10 Garantir les droits et les libertés publiques et individuelles, notamment ceux relatifs à l'intégrité et à la dignité de la personne
- 11 Mettre en œuvre les principes d'égalité entre la femme et l'homme
- 12 Concrétiser les principes de justice sociale et ceux d'égalité entre individus, classes, générations, communautés et régions
- 13 Garantir comme droit fondamental celui de vivre dans un environnement sain, équilibré et durable
- 14 Consacrer le principe d'intangibilité et de non possibilité de révision des dispositions de la Constitution en relation avec la nature du régime, les libertés et droits fondamentaux



Instaurer l'Etat de droit comme système effectif

- 15 Définir les prérogatives de l'administration centrale de l'Etat et organiser sa relation avec les autorités et les institutions régionales
- 16 Consacrer le principe d'élection des autorités locales et régionales représentatives et leur conférer un pouvoir décisionnel
- 17 Garantir l'indépendance de la Cour des comptes et veiller à la diffusion publique de ses rapports
- 18 Affirmer le principe de « la loi au dessus de tous » et garantir son application à travers une justice indépendante

Instaurer des mécanismes effectifs de contrôle des différents pouvoirs

- 19 Création d'une Cour Constitutionnelle pour contrôler la constitutionnalité des lois et garantir le respect des droits constitutionnels par les différents pouvoirs
- 20 Possibilité de saisie, après épuisement de toutes les voies de recours, de la Cour Constitutionnelle par toute institution ou citoyen considérant que l'un de ses droits constitutionnels a été violé
- 21 Instauration de la responsabilité du gouvernement devant le Parlement qui pourra lui adresser tout type de questions et le cas échéant voter des motions de censure
- 22 Pouvoir du Chef de l'Etat, une fois au cours de son mandat, d'exercer son droit de dissolution du Parlement et d'appeler à l'organisation d'élections législatives anticipées
- 23 Instauration de mécanismes garantissant l'autonomie, la neutralité, la transparence et l'efficacité des Institutions en charge du contrôle et de la surveillance

De nouveaux principes de gouvernance pour l'instauration de « l'Etat de droit »

Garantir l'égalité et les droits du citoyen devant une justice indépendante

- 24 Adopter le principe de l'élection des membres du Conseil Supérieur de la Magistrature
- 25 Limiter la subordination des procureurs et garantir l'indépendance du juge à travers la prise en compte de critères objectifs fixés par le Conseil Supérieur de la Magistrature, relatifs à leur nomination, avancement, promotion et mutation.
- 26 Améliorer les conditions de travail des magistrats à tous les niveaux en vue d'une meilleure efficacité, adopter le principe de spécialisation des juges, améliorer la formation et créer de nouvelles spécialisations juridictionnelles
- 27 Adopter le processus de justice transitionnelle pour établir la vérité, déterminer équitablement les sanctions, indemniser les victimes, procéder aux réformes nécessaires pour éviter toute récidive puis atteindre la réconciliation nationale
- 28 Permettre à l'accusé d'être assisté par son avocat dès l'arrestation et durant toutes les phases du procès. Garantir l'immunité de l'avocat pendant la plaidoirie

Réduire la fracture régionale par la participation politique du citoyen à travers des structures régionales et locales élues et à travers des mécanismes de communication appropriés

- 29 Créer des conseils de districts, dont les membres sont élus, jouissant d'une autonomie administrative et financière financés à travers le budget de l'Etat et la fiscalité locale
- 30 Doter les structures administratives régionales des moyens et de pouvoirs leur permettant d'assumer leurs missions, assurer une coordination entre elles et définir clairement la responsabilité de leurs différents organes



- 31 Doter les conseils municipaux élus d'une plus grande autonomie administrative et financière et leur accorder le pouvoir de supervision de l'appareil administratif municipal
- 32 Déconcentrer la Cour des comptes et le Tribunal administratif à travers la création d'antennes régionales disposant de prérogatives de contrôle.
- 33 Fournir une assistance technique aux régions et aux municipalités pour l'encadrement et la qualification de leurs ressources humaines leur permettant le lancement de leurs propres projets

Garantir la liberté et la diversité des médias

- 34 Créer une autorité indépendante de contrôle, efficiente, de composition équilibrée, garante de médias libres et pluriels et veillant au respect de la déontologie
- 35 Prendre en considération les spécificités sectorielles des médias, faire évoluer la législation pour prendre en compte l'évolution des technologies de la communication. Définir les méthodes et critères de sondage d'opinions et de mesure de l'audimat
- 36 Assurer la qualification et la formation des journalistes et garantir leur droit à la confidentialité de leurs sources secrètes et à l'accès à l'information officielle
- 37 Définir le rôle et les fonctions des médias publics et garantir leur neutralité, ainsi que l'obligation pour le gouvernement de consulter le parlement avant d'en nommer les principaux responsables. Création d'une chaîne parlementaire transmettant en direct les débats des assemblées pour en garantir la transparence

Moderniser l'administration et améliorer la compétence des ressources humaines pour mieux servir le citoyen

- 38 Adopter la séance continue sur 5 jours pour les horaires administratifs, et choisir un jour fixe pour une séance nocturne dans les services administratifs ouverts au public
- 39 Adopter des mécanismes et critères, objectifs et scientifiques, d'évaluation du rendement du fonctionnaire en relation avec son parcours professionnel. Généraliser l'utilisation des nouvelles technologies dans les structures et organismes de l'administration
- 40 Garantir la neutralité de l'administration, et développer son efficacité. Encourager l'esprit d'initiative et le sens de responsabilités des fonctionnaires en adoptant le principe du management par objectif
- 41 Garantir la transparence à toutes les étapes des concours administratifs, depuis l'établissement des conditions d'accès jusqu'à la publication des résultats

Revoir la qualification et l'organisation des corps de sécurité intérieure pour garantir leur neutralité et restaurer la confiance avec les citoyens

- 42 Subordonner la mission du ministère de l'intérieur au strict respect de la constitution et de la déclaration des droits de l'homme.
- 43 Réorganiser les services du ministère de l'intérieur et réviser leurs mécanismes de communication interne et la politique des grades
- 44 Adapter le système de formation des agents de la sécurité intérieure aux exigences des droits de l'homme et à la nécessité d'une organisation de la sûreté au service de la nation et du citoyen

Renforcer le rôle de l'armée comme pilier républicain de la défense de la nation

- 45 Réorganiser les services du ministère de la défense de façon à garantir la neutralité de l'institution militaire et à renforcer son rôle dans la protection et l'indépendance de la nation dans le cadre d'un Etat démocratique

Approches nouvelles et pionnières en matière de politique étrangère

Redéfinir une politique étrangère volontariste cohérente avec les aspirations de notre peuple et son appartenance civilisationnelle, et des relations internationales visant à réaliser l'intégration Maghrébine, Méditerranéenne, Arabe et Africaine

- 46 Établir les nouvelles bases de la construction maghrébine et refonder les relations par la création d'un parlement maghrébin élu au suffrage direct par les populations maghrébines
- 47 Valoriser les acquis de la révolution pour le développement de la pensée démocratique, l'encouragement des causes de libération dans le monde arabe et la création d'une Union Arabe Démocratique. Soutenir le peuple palestinien et appuyer sa juste cause à tous les niveaux
- 48 Développer les relations entre les nations arabes et africaines dans le cadre d'une stratégie visant à servir leurs intérêts communs
- 49 Réviser les accords d'association avec la communauté européenne pour concrétiser un co-développement cohérent et équitable. Etendre la réflexion commune sur un projet d'un partenariat arabo-européen équilibré
- 50 S'attacher à l'indépendance dans les relations internationales. Renforcer nos relations avec les pays émergents ainsi que le rôle de la Tunisie dans les organisations internationales pour veiller notamment au respect du principe de non discrimination.

Un nouveau modèle de développement pour une Economie Solide et Solidaire

La concrétisation d'un travail décent et le bien-être de tous passent par un nouveau modèle de développement basé sur des relations sociales évoluées qui stimulent le progrès scientifique et l'innovation, la production, la croissance économique et la compétitivité.

La coopération et l'harmonie entre toutes les parties prenantes sont des conditions préalables pour parvenir à une croissance rapide qui ne sera pérenne sans une répartition juste et équitable des fruits de la croissance, la garantie de la dignité du travailleur et la lutte contre la pauvreté et la précarité.

Nous mettrons en œuvre des mesures immédiates favorisant la relance économique, l'emploi et la gestion des actifs de l'ancien système.

- 51 Nous oeuvrerons pour rétablir la confiance des acteurs économiques par l'assainissement du climat social et sécuritaire. Nous ferons en sorte que les entreprises saines actuellement affaiblies puissent être rapidement soutenues, notamment par les institutions financières, afin qu'elles retrouvent leur niveau de productivité et de croissance
- 52 Nous créerons 100 000 emplois valorisants dans les services publics, dans le cadre de projets nationaux à caractère social renforcés par des ressources humaines nécessaires, notamment dans les secteurs de services au sein des collectivités locales en donnant la priorité aux chômeurs de longue durée.
- 53 Nous renforcerons l'intermédiation d'emploi dans les zones défavorisées (bureaux de l'emploi, tissu associatif, privé), des mécanismes de recyclage et de reconversion pour réduire les périodes de réinsertion. Nous allons instaurer un cadre juridique pour inciter davantage les entreprises à accueillir et encadrer les stagiaires.
- 54 Nous mettrons en place des mesures urgentes pour récupérer toutes les entreprises et actifs détenus par les proches de l'ancien système et confier leur gestion à une Institution régie par un cadre juridique adapté afin de lui conférer transparence et efficacité

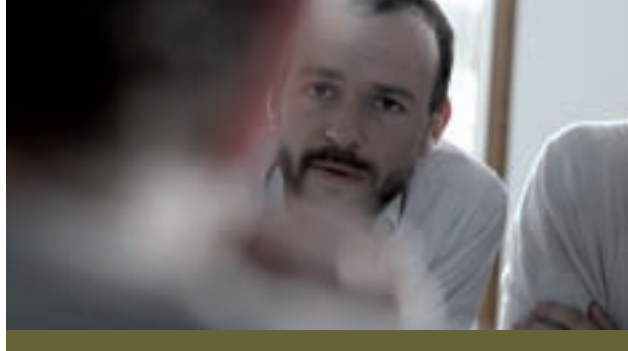
Nous redonnerons à l'Etat son rôle régulateur garantissant la cohésion sociale et la croissance durable

- 55 En affirmant son rôle de régulateur et de stratège, notamment dans le développement des infrastructures nationales et les secteurs stratégiques. Et en tant que garant des services publics et de la justice sociale. L'Etat aura également pour rôle de stimuler l'investissement et la compétitivité du secteur privé et de favoriser par le dialogue une véritable implication des partenaires sociaux dans le cadre d'un nouveau partenariat gagnant – gagnant

Nous stimulerons l'investissement et l'entrepreneuriat dans le cadre d'un nouveau modèle de développement

- 56 Nous stimulerons l'investissement par le développement des principales incitations à l'investissement, notamment, le climat d'investissement, la qualité des institutions, la lutte contre la corruption, les infrastructures et la qualité et la disponibilité des ressources humaines. Nous proposons de réduire le taux général d'imposition des entreprises de 30 à 25% et de renforcer les avantages fiscaux accordés aux entreprises réinvestissant leur profit, et créer des nouveaux mécanismes d'incitation à celles investissant dans la R&D et l'innovation et celles créant des emplois pour les diplômés de l'enseignement supérieur et celles investissant dans les régions prioritaires.
- 57 Dans un souci de transparence et d'efficacité, nous lancerons rapidement un programme d'assainissement financier et organisationnel du secteur bancaire. Cette mise à niveau selon les normes internationales permettra aux banques de mieux jouer leur rôle dans le développement des PME et PMI. Nous favoriserons les rapprochements bancaires pour améliorer la productivité de ce secteur et réduire les coûts de financements actuellement en vigueur.
- 58 Nous accorderons une grande priorité à la mise en place des systèmes pour garantir les crédits nécessaires aux entreprises et inciterons les sociétés de capital risque à jouer pleinement leur rôle dans le financement. Nous garantirons aux entrepreneurs de recouvrer les avances sur impôts dans des délais très courts afin de ne pas mettre en péril leur capacité d'entreprendre.
- 59 Nous mettrons en place rapidement un système efficace de soutien et de garantie de l'état au service des jeunes entrepreneurs. Nous orienterons les capacités de financement des banques vers les investissements et entrepreneurs innovants et productifs plutôt que les investissements spéculatifs. Nous allons moderniser la réglementation pour faciliter l'internationalisation de nos entreprises. Nous développerons le micro-crédit pour que l'entrepreneuriat soit accessible au plus grand nombre





Nous mettrons en œuvre des mesures pratiques et efficaces pour favoriser la culture d'entreprise citoyenne

- 60** Par un « pacte social » à initier entre les différents partenaires sociaux, nous allons œuvrer pour le développement d'entreprises citoyennes à travers un dialogue social gagnant-gagnant. Nous ferons évoluer le cadre juridique du travail en intégrant les partenaires sociaux dans la révision des conventions collectives.

Nous moderniserons l'administration des impôts en simplifiant la norme fiscale

- 61** Nous garantirons un système de fiscalité juste et équitable permettant de garantir à la fois la cohésion sociale et le développement économique. Nous mettrons rapidement en place toutes les conditions nécessaires pour améliorer le recouvrement de l'impôt et réduire l'évasion fiscale.

Nous réduisons la fracture régionale et favoriserons un développement économique de la Tunisie équilibré

- 62** Nous désenclaverons les zones de l'intérieur à travers un découpage horizontal du territoire en 5 grandes régions. Les économies de ces nouvelles zones seront plus équilibrées et toutes basées sur les services, le tourisme, l'agriculture et l'industrie, avec des tailles et des populations voisines et une complémentarité entre les secteurs. Pour permettre un développement cohérent au sein des régions, celles-ci seront autonomes et bénéficieront d'un programme national d'infrastructure et de logistique adapté

Nous ouvrirons davantage notre économie sur les marchés internationaux

- 63** Notre créons toutes les conditions nécessaires pour que notre économie soit davantage ouverte sur l'International tout en renforçant nos relations avec nos partenaires européens. Nous accorderons une grande priorité au développement de nos relations économiques et partenariales avec les pays maghrébins, arabes et africains et ceux à forte croissance

Nous replacerons l'agriculteur au centre de la stratégie de développement agricole

- 64** Nous favoriserons un développement rural intégré. Nous renforcerons la position de l'agriculteur en réduisant le nombre d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur. Nous inciterons les agriculteurs à la recherche de synergies pour leur permettre d'améliorer leur rentabilité. Nous faciliterons l'accès au financement que nous adapterons à la réalité des cycles agricoles. Nous mettrons en place des mécanismes permettant le rééchelonnement de la dette des agriculteurs et d'effacer la dette des petits agriculteurs en difficulté à concurrence de 4000 DT.

- 65** Nous accorderons une grande priorité à la régularisation de la situation foncière des terrains agricoles et inciterons à contrecarrer le morcellement des terres. Nous mettrons en place une stratégie nationale pour la préservation de l'eau et du sol

Nous renforcerons et pérenniserons notre tourisme

- 66** Nous inciterons à la rénovation des hôtels et ferons procéder à un audit de la dette pour que les unités hôtelières encore économiquement viables puissent être rapidement mises à niveau. Nous encouragerons la création de produits touristiques de qualité et plus diversifiés. Nous renforcerons la promotion et la commercialisation de nos produits touristiques notamment par la mise en place des systèmes de ventes les plus modernes. Nous mettrons en œuvre une politique de formation efficiente des différents métiers du tourisme, notamment celles des guides touristiques. Nous accélérerons l'ouverture du ciel pour plus d'autonomie de notre tourisme par rapport aux TOs.

Nous ferons de la Tunisie un pôle de services

- 67** Nous créerons toutes les conditions ainsi que le cadre juridique nécessaires pour que la Tunisie devienne une plateforme régionale de service, notamment, dans les secteurs des technologies de l'information, de la santé et de la logistique. Nous nous préparerons à plus long terme pour devenir une plateforme financière.

Nous créons un nouveau cadre pour le secteur du commerce

- 68** Nous réviserons la réglementation du secteur de commerce pour un meilleur équilibre entre les petit commerçants et les grands distributeurs.

Nous ferons que nos industries soient innovantes, compétitives et solides

- 69** Nous favoriserons le développement de zones spécialisées de grande taille permettant une véritable intégration sectorielle et doterons nos zones portuaires des moyens nécessaires pour améliorer la logistique industrielle. Nous inciterons les entreprises à investir dans la R&D et l'innovation, et favoriserons les partenariats internationaux et le développement au Maghréb et en Afrique.

Nous rattraperons la dynamique mondiale autour des énergies renouvelables

- 70** Nous voulons faire des énergies renouvelables un moteur de notre croissance et de notre développement. Nous implanterons au niveau rural et urbain des projets écologiques adaptés et durables.



Un projet de société juste pour une Vie Digne

Nous rétablirons la confiance en un avenir serein, à travers la lutte et la prévention contre la pauvreté et la précarité

- 71 Pour aider plus de 1,2 millions de Tunisiens à sortir de la précarité, nous lancerons un plan national assurant aux plus démunis des programmes adaptés de réinsertion ainsi qu'un accès équitable au logement, au transport et aux soins.
- 72 Nous mettrons en place une Contribution de Solidarité (CDS) prélevée à partir d'une taxation sur les transferts de dividendes, sur les plus-values immobilières, et d'autres taxes sur les activités agréées (grande distribution, opérateurs télécom, concessions automobiles, banque et assurance).
- 73 Nous créerons progressivement une caisse d'assurance chômage.
- 74 Nous réorganiserons les marchés informels et faciliterons l'intégration de plus de 1,4 millions de travailleurs du secteur informel en leur octroyant des cartes professionnelles et de prévoyance sociale. Nous régulerons progressivement ces marchés pour les intégrer complètement dans l'économie réelle.

Nous améliorerons le pouvoir d'achat des Tunisiens pour assurer une vie digne à tous les citoyens

- 75 Nous réviserons la définition et la composition des indices des prix et revaloriserons sur cette base les salaires, particulièrement le SMIG, le SMAG et les bas salaires.
- 76 Nous réviserons le barème de l'impôt sur le revenu en élargissant l'exonération fiscale aux revenus annuels inférieurs à 3500 dinars et créerons des nouveaux paliers pour les tranches les plus élevés.

Nous améliorerons le quotidien des Tunisiens et permettrons à l'ensemble des citoyens d'accéder au mieux vivre.

- 77 Nous lancerons une politique privilégiant le transport en commun permettant d'améliorer l'accessibilité, la qualité et le temps de déplacement des Tunisiens en réorganisant les circuits pour désenclaver les zones à forte densité. Ceux vivant dans la précarité bénéficieront de tarifs avantageux.
- 78 Nous mettrons en place une grande politique du logement social financée par l'Etat et les régions afin d'assurer à tous les tunisiens un habitat digne. La priorité ira vers aux Tunisiens vivant dans la précarité. Une loi ad-hoc devra également être promulguée concrétisant la régularisation de l'habitat spontané, dans le cadre d'un plan d'aménagement.
- 79 Nous allons créer un Ministère de la Santé et de la Prévoyance sociale qui aura pour mission d'assurer une politique de couverture de soins équitable et efficace permettant des prestations adaptées et de qualité pour tous les citoyens.
- 80 Nous veillerons à assurer l'accessibilité de tous les Tunisiens aux soins en implantant équitablement sur l'ensemble du territoire des établissements qui soient en mesure de traiter l'essentiel des pathologies. Nous engagerons par ailleurs des réformes aboutissant à une meilleure organisation du financement de la santé. La Contribution de Solidarité (CDS) permettra le financement de cette mesure.

Nous révolutionnerons le système éducatif pour lui rendre ses titres de noblesse et son rôle d'ascenseur social

- 81 Nous souhaitons faire émerger une jeunesse citoyenne, autonome et créative en garantissant à tous les enfants tunisiens un enseignement de base obligatoire, de qualité et gratuit incluant l'année préparatoire. Nous mettrons en place des activités de soutien scolaire dédiées aux élèves en difficulté.
- 82 Nous mettrons en œuvre des réformes structurelles du système éducatif. Ceci passera par la redéfinition des objectifs pédagogiques, de la méthodologie d'enseignement et des programmes. Cette réforme sera mise en place grâce à un travail collégial impliquant l'ensemble des acteurs de l'éducation et les autres parties prenantes.
- 83 Nous restructurerons l'enseignement secondaire autour de deux principales filières : l'enseignement général et l'enseignement technologique, reliées par des passerelles. L'enseignement technologique sera basé sur les filières à forte employabilité. Il permettra d'accéder à différents niveaux de qualifications diplômantes pouvant aussi conduire à l'enseignement supérieur.



84 Nous mettrons en œuvre un observatoire national indépendant, permettant une évaluation et une approche prospective de l'enseignement en adéquation avec le marché du travail et les métiers de l'avenir et qui garantit également la qualité de l'enseignement à tous les cycles.

85 Nous donnerons une grande priorité à limiter l'abandon scolaire à travers la mise en place de structures de soutien social, en apportant l'accompagnement supplémentaire dans les « zones d'éducation prioritaires » et en créant des incitations spécifiques pour les enseignants de ces zones.

86 Nous lancerons une première mission évaluative sur l'efficacité de la réforme LMD dans les universités et prendrons de concert avec des acteurs concernés les mesures correctives nécessaires. Par la suite et afin d'augmenter l'égalité des chances des jeunes dans le choix et l'accès aux métiers, nous redéfinirons progressivement un nouveau système d'orientation universitaire permettant de mieux adapter les vœux de l'étudiant, à ses capacités et aux possibilités d'employabilité.

87 Nous mettrons en place un programme ambitieux donnant aux institutions universitaires leur autonomie, en terme de gestion et de relation avec l'environnement économique et social, notamment le monde de l'entreprise, pour les impliquer davantage quant à leur objectif d'employabilité et de connaissance de l'environnement économique et social. La réforme de l'université inclura aussi la réforme de la recherche universitaire pour plus d'autonomie et d'efficacité par l'adoption d'un agenda national fixant les priorités et les attentes du pays notamment par une responsabilisation des centres de recherche.

Un cadre de vie harmonieux pour une société citoyenne

Nous œuvrerons pour une meilleure gouvernance de l'administration, des services publics et des services de sécurité pour plus de sérénité dans la société

88 Nous lutterons contre l'enrichissement illicite. Nous allons créer des commissions d'audit sur la propagation de la corruption dans chaque administration ou organisme public pour identifier l'origine propre du mal et l'éradiquer. Nous allons confier à des juges indépendants et connus pour leur sérieux, ces affaires de corruption.

89 Nous adopterons la semaine des 40 heures en cinq jours pour un vrai repos de deux jours continus.

90 Nous créerons un service de police de proximité agissant de manière préventive pour encadrer la population et lui rendre la confiance et doter les autres corps des moyens nécessaires à la réussite de leur mission en termes d'effectifs, d'équipements et de conditions de travail.

Nous œuvrerons pour une famille épanouie et plus unie

91 Nous prolongerons le congé parental et inciterons les entreprises à créer des structures internes de garde d'enfants pour permettre la proximité des parents et de leurs jeunes enfants

92 Nous réhabiliterons les maisons de jeunes, inciterons le privé à la création de lieux de loisirs adaptés aux enfants et diversifier les activités extra scolaires en multipliant les clubs de sport, de culture, et média-jeunes .

93 Nous œuvrerons pour prévenir la délinquance à travers un cadre de suivi des mineurs. Nous œuvrerons également pour renforcer de la loi de protection des mineurs mendicité mafieuse, délinquance, tabac et autres stupéfiants, prostitution)

94 Pour lutter contre les violences sexistes nous promulguerons une loi générale se fondant sur la déclaration des Nations-Unies relative à cette question et introduisant, notamment, la reconnaissance du viol conjugal et la criminalisation du harcèlement sexuel.

Nous rendrons la culture accessible à l'ensemble des citoyens

95 Nous valoriserons les régions par la culture du terroir. Ancrer la culture au centre de développement de l'homme. Généraliser les espaces de création et de formation culturelle et les bibliothèques dans toutes les agglomérations .

96 Nous encouragerons l'investissement privé dans la culture à travers des exonérations fiscales, par la création et le financement des fondations, et à la Création d'une agence de promotion des investissements culturels

Nous ferons du Tunisien à l'étranger, un citoyen résident à l'étranger a part entière et veillerons au respect de ses droits dans le pays d'accueil

97 Nous œuvrerons pour que chaque Tunisien soit citoyen chez lui et porte drapeau de son pays à l'étranger. Ainsi nous améliorerons les conditions d'accueil de nos concitoyens, notamment dans les ports. Nous développerons les infrastructures culturelles à l'étranger en coopération avec les pays maghrébins et les missions diplomatiques locales.

98 Nous réformerons le Bureau du Tunisien à l'Etranger pour être une structure d'Accueil avec ses différentes composantes (emploi, sociétés, procédures, etc...).

Nous favoriserons un cadre de vie de qualité propice à l'environnement pour un développement familial harmonieux

99 Nous développerons la part des énergies renouvelables grâce à un montage de mécanismes de financement dédiés à l'efficacité énergétique

100 Nous allons faire de l'esthétique urbaine dans les quartiers populaires une Priorité. Intensifier les espaces verts et les aires de loisirs, Désenclaver les quartiers populaires et les rendre plus humains Nous développerons également des zones vertes autour des centres urbains visant à limiter l'expansion péri-urbaine et à favoriser le développement durable des villes

Pour réagir et débattre les propositions du programme **Ettakatol** et se tenir informé des réunions et tables rondes qui auront lieu dans toute la Tunisie pour discuter de nos propositions rendez-vous sur :

للمحاوره و النقاش حول مقترحات برنامج التكتل و الاستفسار عن الاجتماعات و الملتقيات التي سيعقدها الحزب في جميع المدن التونسية حول مقترحات البرنامج التحقوا بنا عبر الموقع :

www.ettakatol.org

87 وضع وتنفيذ برنامج طموح يهدف إلى منح المؤسسات الجامعية الاستقلالية اللازمة في مجال التصرف والعلاقات مع عالم المؤسسات وذلك قصد مزيد تشريكها فيما يتعلق بأهدافها ذات الصلة بقابلية التشغيل والاطلاع على المحيط الاقتصادي والاجتماعي. كما سيُشمل إصلاح الجامعة أيضا مراجعة مسارات البحث الجامعي قصد إضفاء الاستقلالية والنجاعة عليه من خلال اعتماد أجندا وطنية تضبط أولويات البلاد وانتظاراتها و من خلال إسناد المزيد من المسؤوليات لمراكز البحث.

منا عي متنا لبنانا م لتمع الموا نة

سنعمل من أجل تسيير أفضل للإدارة والمصالح العمومية ولمصالح الأمن حتى تكون في خدمة المجتمع

88 سنتصدى للإثراء الغير قانوني كما سنتولى إحداث لجان للتحقيق حول انتشار الرشوة والفساد المالي داخل كل إدارة أو هيكل عمومي، وذلك قصد تشخيص أصل الداء والقضاء عليه. وسوف نتولى تكليف قضاة مستقلين ومعروفين بجديتهم قصد مباشرة قضايا الرشوة والفساد المالي.

89 سوف نتولى اعتماد أسبوع العمل الذي يمتد على أربعين ساعة خلال خمسة أيام وذلك لضمان راحة أسبوعية بيومين متتاليين.

90 سوف نتولى إحداث خدمة شرطة الأحياء التي تتولى التدخّل بطريقة وقائية قصد الإحاطة بالمتساكنين وبتأجواء الثقة في صفوفهم. كما سنتولى تمكين أسلاك الأمن الأخرى من الوسائل الضرورية التي تضمن لهم النجاح في مهامهم وذلك فيما يتعلق بعدد الأعوان والتجهيزات وظروف العمل.

سنعمل من أجل أن تكون العائلة مرفهة وموحدة فتعي أكثر بالمواطنة وتساهم في تطوير البلاد.

91 سوف نتولى التمديد في عطلة الأمومة وتشجيع المؤسسات على إحداث هياكل داخلية لحضانة الأطفال قصد ضمان تواجد الأولياء على مقربة من أطفالهم الصغار.

92 سوف نتولى إعادة تأهيل دور الشباب وتشجيع الخواص على إحداث أماكن الترفيه الملائمة للأطفال وتنويع الأنشطة خارج المؤسسات التربوية مع الترفيه في عدد نوادي الرياضة والثقافة ووسائل الإعلام الموجهة للطفل.

93 سوف نحرص على الوقاية من الانحراف من خلال إطار لمتابعة الأطفال غير الرّاشدين كما سنسعى أيضا إلى تعزيز قانون حماية الأطفال غير الرّاشدين من التسول المنظم والانحراف والتدخين والمخدرات والدّعارة.

94 سعيا إلى مقاومة أعمال العنف المسلطة على الجنس الآخر سوف نتولى إصدار قانون عام يركز على إعلان الأمم المتحدة المتعلق بهذه المسألة ويتولى بالخصوص إدراج التنصيص على الاغتصاب الزوجي وتجريم التحرش الجنسي.

سنعمل من أجل أن تكون الثقافة موجهة إلى كافة المواطنين وحقا من حقوقهم.

95 سوف نتولى إبراز قيمة الجهات من خلال مظاهر الثقافة المحلية وجعل الثقافة عامة في جوهر النهوض بالإنسان. وهذا، فضلا عن تعميم فضاءات الخلق والإبداع والتكوين الثقافي والمكتبات داخل كافة التجمعات السّكنية.

96 سوف نتولى تشجيع الخواص على الاستثمار في الثقافة من خلال عمليات الإعفاء الجبائي وتمويل المؤسسات الثقافية وإحداث وكالة النهوض بالاستثمارات الثقافية.

سنعمل من أجل أن يكون التونسي المقيم في الخارج مواطنا كامل الحقوق، و سنسهر على احترام كل حقوقه في بلد إقامته.

97 سوف نحرص على أن يكون كلّ تونسي رافعا لواء بلاده في الخارج. ولهذا الغرض سوف نتولى تطوير البنية التحتية الثقافية بالخارج وذلك بالتعاون مع البلدان المغاربية والبعثات الدبلوماسية المحلية. كما سنعرّز وندعم إحداث وتنشيط الجمعيات المحلية التونسية.

98 سوف نتولى إعادة هيكلة مكتب التونسيين بالخارج ليصبح هيكلا للاستقبال بمختلف مكوناته (التشغيل، الشركات، الإجراءات، ..)

سنعمل من أجل إطار عيش يتميز بالجودة ويتلاءم مع متطلبات البيئة من أجل تطوّر عائلي متماسك

99 سوف نتولى تطوير نصيب الطاقات المتجددة في منظومتنا الطاقية بفضل استنباط آليات التمويل الموجهة للنجاعة على مستوى إستهلاك الطاقة.

100 سوف نجعل من الجمالية العمرانية داخل الأحياء الشعبية إحدى أولوياتنا. كما سنسعى إلى تكثيف المساحات الخضراء وفضاءات الترفيه، فضلا عن فك عزلة الأحياء الشعبية وإضفاء الحيوية عليها. كما سنتولى تطوير المناطق الخضراء حول المراكز العمرانية بهدف الحدّ من التوسع العمراني وتعزيز التنمية المستدامة بالمدن.



م. روم. م. تمععي عال د. ا. ا. حياة لرامنة

78 سوف نتولى وضع وتنفيذ سياسة كبرى للسكن الاجتماعي و ذلك بهدف ضمان مسكن لائق لكافة التونسيين. فضلا عن ذلك يتعين اصدار قانون يجسد تنظيم السكن الفوضوي و ذلك في اطار مخطط التهيئة الترابية.

79 سوف نتولى إحداث وزارة للصحة و الحيطرة الاجتماعية تتمثل مهامها في ضمان سياسة للتكفل بالعلاج بصفة عادلة و فعالة مما يمكن من اسداء خدمات ملائمة و ذات جودة لكافة المواطنين.

80 سوف نحرص على انتفاع كافة التونسيين بخدمات العلاج من خلال التركيز المتكافئ للمؤسسات القادرة على علاج معظم الأمراض في كافة تراب الجمهورية. فضلا عن ذلك سوف نتولى القيام بإصلاحات تهدف الى تنظيم أفضل لتمويل القطاع الصحي. وسوف تمكن مساهمة التضامن تمويل هذا الإجراء.

إن ثورة الكرامة ستكون كذلك ثورة في مجال التربية الوطنية من أجل الحق في نظام تربوي يتميز بالجودة

81 إن طموحنا يتمثل في تكوين شباب يتميز بروح المواطنة والاستقلالية والقدرة على الخلق والإبداع، وذلك من خلال تمتيع كافة الأطفال التونسيين بتعليم أساسي إجباري وذي جودة ومجاني. وسوف يشمل هذا التعليم السنة التحضيرية وأنشطة الدعم المدرسي الموجهة للتلاميذ الذين يعانون من صعوبات.

82 ولتحقيق ذلك سوف نتولى وضع وتنفيذ إصلاحات هيكلية للنظام التربوي، ويستوجب ذلك إعادة تحديد الأهداف البيداغوجية ومنهجية التدريس والبرامج التعليمية. وسوف يتم تنفيذ هذا الإصلاح بفضل عمل جماعي يشارك فيه كافة الفاعلين التربويين والأطراف المعنية الأخرى.

83 سوف نتولى اعتماد هيكلية جديدة للتعليم الثانوي على مسلكين رئيسيين اثنين: التعليم العام والتعليم التكنولوجي مع ربطهما ببعضهما من خلال معابر، وسوف يتركز التعليم التكنولوجي على الشعب ذات التشغيلية المرتفعة. كما سوف يمكن من الإرتقاء إلى كافة مستويات الشهادات التي تفضي إلى التعليم العالي.

84 نقترح إرساء مرصد وطني مستقل يمكن من اعتماد مقارنة استشرافية للتعليم تكون متناغمة مع سوق الشغل ومهن المستقبل و تضمن جودة التعليم بكافة مراحلها.

85 سوف نتولى إعطاء الأولوية الكبرى للحدّ من الانقطاع عن الدراسة من خلال إرساء هيكل المعاضدة الاجتماعية، وذلك من خلال تأمين المرافقة الإضافية داخل المناطق ذات الأولوية التربوية ومن خلال إحداث الحوافز الخصوصية لفائدة المدرسين العاملين بهذه المناطق.

86 سوف نتولى إطلاق مهمة تقييمية أولية حول نجاعة الإصلاح المتعلق بمنظومة "أمد" (إجازة، ماجستير، دكتورا) في الجامعات، واتخاذ الإجراءات التعديلية التي سيفضي إليها ذلك التقييم. في مرحلة ثانية وسعيا إلى تحقيق تكافؤ الفرص بين الشبان أثناء إختيار وممارسة المهن التي يرغبون فيها، سوف نتولى بصفة تدريجية إعادة صياغة منظومة جديدة للتوجيه الجامعي تمكن من تحديد دقيق للمسار الجامعي الذي يلائم بين رغبة الطالب وقدراته وقابلية التشغيل.

من خلال التصدي للأوضاع الاجتماعية الهشة و الفقر الخاصة سوف نمكن المواطنين من استعادة الثقة في مستقبل واعد

71 سعيا إلى مساعدة أكثر من 1.2 مليون تونسي على الخروج من الخصاصة والحرمان نقترح إطلاق مخطط وطني يضمن للفئات الأكثر احتياجا برامج ملائمة لإعادة الإدماج إلى جانب الانتفاع المتكافئ بالسكن والنقل والعلاج

72 و تبعاً لذلك سوف نتولى وضع وتنفيذ مساهمة التضامن التي يتم اقتطاعها انطلاقا من توظيف جبائي على عمليات تحويل أرباح الأسهم و على القيم المضافة العقارية وضرائب أخرى على الأنشطة المعتمدة (المغازات الكبرى، مشغلو خدمات الاتصال، وكلاء بيع السيارات، قطاع البنوك و التأمين).

73 سوف نتولى تدريجيا احداث صندوق للتأمين على البطالة.

74 سوف نتولى إعادة تنظيم الأسواق غير الرسمية و تسهيل ادماج أكثر من 1.4 مليون عامل في القطاع غير الرسمي من خلال منحهم بطاقات مهنية و تمتعيمهم بالتغطية الاجتماعية. كما سنتولى تنظيم وتعديل هذه الأسواق بصفة تدريجية بهدف إدماجهم بصفة كلية في الدورة الاقتصادية.

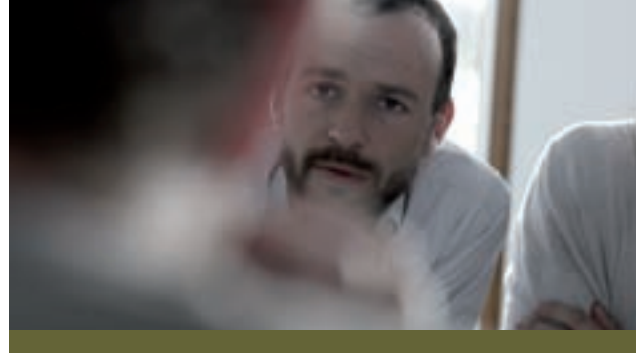
سعيا إلى ضمان الحق في حياة كريمة لكافة المواطنين سوف نتولى تطوير المقدر الشرائية لجميع التونسيين

75 سوف نتولى مراجعة تعريف و تركيبة مؤشرات الأسعار وإعادة تقييم الأجر على هذا الأساس و لاسيما الأجر الأدنى الصناعي المضمون والأجر الأدنى الفلاحي المضمون والأجر المنخفضة

76 سوف نتولى مراجعة طريقة احتساب الضرائب على الدخل من خلال توسيع الإعفاء الجبائي للمداخل السنوية التي تقل عن 3500 دينار مع إحداث معايير جبائية جديدة للمداخل الأكثر ارتفاعا.

سنسعى الى تطوير المعيش اليومي للتونسيين و تمكين كافة المواطنين من الحياة الكريمة و ظروف عيش أفضل

77 سوف نتولى اطلاق سياسة تعطي الأولوية للنقل العمومي المشترك و تمكن من تطوير وجوده ونوعيته و تقليص مدة تنقل التونسيين، و ذلك من خلال اعادة تنظيم مسالك النقل قصد الحدّ من اختناق المناطق ذات الكثافة السكنية المرتفعة. كما سينتفع المواطنون الذين يعانون من الحرمان و الخصاصة بتعريفات ذات امتيازات على مستوى النقل.



سنسعى لتعزيز القطاع السياحي و ضمان ديمومة نشاطه

66 لتعزيز القطاع السياحي و ضمان ديمومة نشاطه، سوف نشجّع على تجديد النّزل مع القيام بتدقيق للديون حتّى يتسنى التّأهيل الشّامل للوحدات السّياحيّة النّاشطة إقتصاديّاً وذلك في أسرع الأجل الممكنة. كما سوف نشجّع على خلق وإبتكار منتجات سياحيّة ذات جودة وأكثر تنوّعا. وسوف نعمل على تطوير و ترويج منتجاتنا السّياحيّة لا سيّما من خلال وضع وتنفيذ منظومات للبيع و التّرويج أكثر حداثة. و فضلا عن ذلك سوف نتولّى وضع وتنفيذ سياسة تكوين فعّالة تشمل مختلف مهن السّياحة و لا سيّما الأدلاء السّياحيين. كما سنحرص على التّعجيل بفتح فضاءنا لضمان استقلاليّة أكبر لسياحتنا، لا سيّما مع الوكالات السّياحية الأجنبيّة.

سنسعى للإرتقاء بتونس حتّى تصبح قطبا للخدمات

67 سوف نحرص على ضمان كافّة الشّروط و كذلك الإطار الصّوروي حتّى تصبح تونس مركزا إقليميا للخدمات و لا سيّما في قطاعات تكنولوجيا المعلومات و الصّحة و الخدمات اللوجستيّة. هذا فضلا عن إستعداداتنا على المدى الطّويل حتّى تصبح تونس مركزا ماليا.

و سنسعى الى ارساء اطار جديد لقطاع التجارة.

68 سوف نتولّى مراجعة التّشريعات المنظّمة لقطاع التجارة و ذلك لضمان توازن أفضل بين التّجار الصّغار و الموزعين الكبار

سنعمل على جعل صناعاتنا مبتكرة و ذات قدرة تنافسيّة و متماسكة:

69 سوف نحرص على إحداث أقطاب اقتصادية متكاملة تمكّن من الإدماج القطاعي الحقيقي فضلا عن تمكين المناطق المرفئيّة من الوسائل الضروريّة الكفيلة بتطوير البنية اللوجستيّة الصّناعيّة. كما سنحرص على تحفيز و تشجيع المؤسسات على الإستثمار في البحث و التّتمية و الإبتكار مع تعزيز علاقات الشّراكة التّولية و التّمو في المغرب العربي و إفريقيا.

سنحرص على مواكبة الديناميكيّة العالميّة حول الطّاقات المتجدّدة،

70 سوف نحرص على أن نجعل من الطّاقات المتجدّدة محرّكا لنموّنا و قطاعا إستراتيجيا في اقتصادنا و سنبحث في الارياف و المدن مشاريع بيئية مستديمة

سنعمل على تعصير إدارة الضرائب و تبسيط المنظومة الجبائية.

61 سنسعى إلى ضمان منظومة جبائية قائمة على العدل و الإنصاف تمكن في نفس الوقت من ضمان العدالة الاجتماعيّة و النمو الاقتصادي. كما سنعمل في أقرب وقت ممكن على وضع وتنفيذ كافة الشّروط الضروريّة لتطوير استخلاص الضرائب و التقليل من التهرب الجبائي.

سنسعى الى تقليص التفاوتات بين الجهات و تعزيز تطور اقتصادي متوازن.

62 سننوّلي فك عزلة المناطق الداخليّة من خلال تقسيم أفقي للتراب التونسي إلى 5 أقاليم كبرى أكثر توازنا و قائمة على الخدمات و السياحة و الفلاحة و الصناعة مع ضمان التقارب على مستوى حجم المعاملات و عدد السكان و التّكامل بين القطاعات. و لضمان نمو متناسق سوف تتمتع هذه الجهات بالاستقلالية و تنتفع ببرنامج وطني ملائم على مستوى البنية التحتية و اللوجستيّة.

سنعمل من أجل اقتصاد متفتح على المزيد من الأسواق الدوليّة

63 سنحرص على ضمان كافة الشّروط الضروريّة الكفيلة بمزيد انفتاح إقتصادي على الأسواق الدوليّة و ذلك من خلال تعزيز علاقاتنا مع شركائنا الأروبيين، و فضلا عن ذلك سوف نتولى إعطاء الأولوية الكبرى لتطوير علاقاتنا مع بلدان المغرب العربي و البلدان العربيّة عامّة و إفريقيا و كذلك الدول التي تشهد نموّ مرتفع.

سنعمل على جعل الفلاح جوهر استراتيجيّة التّتمية الفلاحيّة.

64 سندعم التّتمية الريفيّة المندمجة و سنعزز مكانة الفلاح من خلال التقليل من عدد الوسطاء بين المنتج و المستهلك. كما سنحرص على تشجيع و تحفيز الفلاحين على البحث عن الاجراءات التوافقية حتّى يتمكّنوا من تطوير مردوديتهم، و فضلا عن ذلك سوف نحرص على تسهيل الإنتفاع بالتّمويلات التي سنسعى إلى ملائمتها مع واقع المواسم الفلاحيّة. كما سننوّلي وضع وتنفيذ البّيات تمكّن من إعادة جدولة ديون الفلاحين و مسح ديون الضعاف منهم في حد 4000 د

65 سوف نتولّى إعطاء الأولويّة الكبرى لتسوية الوضعية العقاريّة للأراضي الفلاحيّة و التّشجيع على التّصديّ لتجزئة الأراضي. كما سننوّلي وضع و تنفيذ إستراتيجيّة وطنيّة للمحافظة على الماء و التّربة

منوال نمو جلد من اجل اقتة متين وعال

إن تحقيق العمل اللائق والرفاه للجميع يتطلب التحول إلى منوال تنموي جديد يبنى على علاقات اجتماعية متطورة ويشجع على الرقي العلمي والتكنولوجي وعلى الإبداع والإنتاج وعلى النمو الاقتصادي وتنمية القدرة التنافسية إن التعاون والانسجام بين كل الأطراف المؤثرة في عوامل الإنتاج شرطان أساسيان لتحقيق نمو سريع علما وإن هذا الانسجام لن يكرس ولن يديم بدون توزيع عادل لثمار النمو وضمن كرامة العامل ومقاومة الفقر والتهمة

سنتولى القيام بإجراءات فورية تعزز الانتعاش الاقتصادي و تدفع التشغيل وتمكن من التصرف في مخلفات النظام السابق.

51 سوف نحرص على إستعادة ثقة الفاعلين الاقتصاديين من خلال استرجاع الظروف الامنية والاجتماعية الملائمة. كما سنسعى في أقرب الأجل الممكنة الى مساندة المؤسسات التي تعاني من صعوبات اقتصادية حتى يتسنى لها استعادة قدراتها الانتاجية و مستوى انتاجيتها ونموها، لاسيما عن طريق دعم المؤسسات المالية لها.

52 سنتولى إحداث 100 ألف موطن شغل لائق في القطاع العام، في إطار برامج وطنية ذات أداء اجتماعي وتدعم المرافق الاجتماعية بالموارد البشرية اللازمة مثلا في مجال الخدمات على مستوى الجماعات المحلية. مع إعطاء الأولوية للعاطلين عن العمل الذين طالت فترة بطالتهم.

53 سوف نحرص على دعم وتعزيز خدمات الوساطة في مجال التشغيل في المناطق المحرومة (مكاتب التشغيل، النسيج الجمعياتي، القطاع الخاص)، وآليات الرسكلة وإعادة التأهيل قصد التقليل من فترات إعادة الإدماج، ولتحقيق ذلك سيتم إرساء إطار قانوني قصد تشجيع المؤسسات على استقبال المترشحين والإحاطة بهم.

54 سوف نتولى وضع وتنفيذ إجراءات مستعجلة قصد استعادة كافة أملاك و مؤسسات المقربين من النظام السابق وإسناد مهام إدارتها والتصرف فيها إلى مؤسسة خاضعة إلى إطار قانوني ملائم قصد إضفاء الشفافية والجدوى.

سنعيد للدولة دورها التعديلي والضامن للانسجام الاجتماعي و للتنمية المستدامة.

55 بترسيخ دورها ألتعديلي و التخطيطي لاسيما في مجال البني الأساسية الوطنية والقطاعات الإستراتيجية وحماية المؤسسات وكضامن للخدمات العمومية وللعدالة الاجتماعية. سيكون للدولة أيضا دور في دعم الإستثمار في القطاع الخاص وتنمية قدرته التنافسية. كما سيشمل دورها تعزيز مشاركة الأطراف الاجتماعية وخلق المناخ الملائم لإطلاق حوار حقيقي بينها.

سنحرص على دفع الاستثمار وروح المبادرة في إطار نموذج تنموي جديد.

56 بتطوير أهم دوافع وحوافز الاستثمار وهي : مناخ الاستثمار وجودة المؤسسات ومقاومة الفساد و البنية الأساسية بمختلف فروعها وكفاءة ووفرة القوى العاملة.

ونقترح أيضا التخفيض في النسبة العامة للضريبة على الشركات من 30 إلى 25% ودعم الامتيازات الجبائية الممنوحة للمؤسسات التي تتولى اعادة استثمار مرائبها وإحداث آليات جديدة لتشجيع مجالي البحث والابتكار والاستثمار في الجهات ذات الأولوية وخلق مواطن الشغل خاصة لأصحاب الكفاءات العليا.

57 في إطار الحرص على ضمان الشفافية والجدوى، سنبادر بإطلاق برنامج لإعادة هيكلة القطاع البنكي من الناحية المالية والتنظيمية وذلك وفقا للمعايير الدولية. وسيمكن هذا البرنامج البنوك من الإضطلاع بدور أفضل في مجال تطوير المؤسسات الصغرى والمتوسطة. فضلا عن ذلك سوف نحرص على تعزيز شبكة العلاقات البنكية بهدف تطوير إنتاجية هذا القطاع والتقليل من التكاليف الحالية لتمويلات المشاريع.

58 سوف نتولى إعطاء الأولوية لوضع وتنفيذ المنظومات الكفيلة بتوفير الضمانات للقروض اللازمة للمؤسسات، و سنشجع الشركات ذات رأس المال "مخاطر" على أن تلعب الدور الموكل لها في مجال التمويل على الوجه المطلوب . وسنخلص المؤسسات من أثر دفع الأقساط الإحتياطية والتسبقات الأخرى على سيولتها.

59 سوف نتولى وضع وتنفيذ منظومة فعالة للمساندة والضمان من طرف الدولة لفائدة الباعثين الشبان و لتوجيه الطاقات التمويلية للبنوك نحو استثمارات الباعثين المبتكرين والمنتجين عوضا عن الاستثمارات المضاربية. في هذا الصدد سنتولى تعصير التشريعات الجاري بها العمل لتيسير تموقع مؤسساتنا على الصعيد الدولي. وسيتم تطوير القروض الصغرى حتى يصبح بعث المؤسسات في متناول أكبر عدد ممكن من الباعثين.

سنرسي إجراءات عملية وفعالة قصد تعزيز ثقافة المؤسسة الوطنية.

60 سنعمل على تطوير المؤسسة القائمة على مبادئ المواطنة من خلال حوار اجتماعي مبني على الربح المشترك يضمن تكافؤ الحظوظ بين مختلف الأطراف الاجتماعية يتم تجسيه بإبرام العقد الاجتماعي. كما سنعمل على تطوير الإطار القانوني للشغل من خلال إدماج الأطراف الاجتماعية في مراجعة الاتفاقيات المشتركة.



وجود جالات جديدة ورائدة في السياسة الخارجية

إعادة بناء سياسة خارجية منسجمة مع طموحات شعبنا و انتمانه الحضاري و علاقات دولية تهدف الى تحقيق الاندماج المغربي و المتوسطي و العربي و الأفريقي

- 46 وضع أسس جديدة للصرح المغربي و إعادة بناء العلاقات المغربية، وخاصة بإنشاء برلمان مغربي منتخب مباشرة من طرف الشعوب المغربية
- 47 تفعيل رصيد الثورة لتطوير الفكر الديمقراطي و إنشاء اتحاد عربي ديمقراطي ونصرة قضايا التحرر في الوطن العربي. والعمل بوجه خاص و في كل المستويات على مناصرة الشعب الفلسطيني وقضيته العادلة.
- 48 تطوير العلاقات بين العرب والأفارقة في إطار استراتيجية تخدم المصالح المشتركة
- 49 مراجعة اتفاقية الشراكة التونسية الأوروبية بما يكفل تنمية متقاسمة و رخاء مشتركاً و السعي الى إقامة شراكة عربية أوروبية متوازنة
- 50 صيانة استقلالية القرار الوطني في علاقاتنا الدولية و دعم العلاقات مع البلدان الصاعدة مع تفعيل دور تونس في المنظومة الأممية و خاصة في إطار حركة عدم الانحياز

تعزيز الإدارة و آلياتها و تحسين كفاءة مواردها البشرية خدمة لمصلحة المواطن

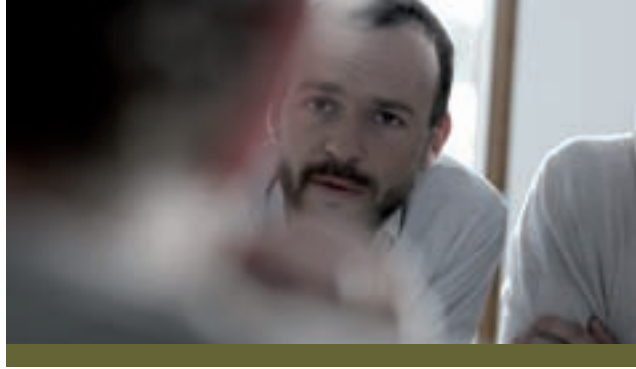
- 38 اعتماد نظام الحصّة المسترسلة على خمسة أيام في التوقيت الإداري و إقرار حصّة مسائية موحدة لكل الإدارات ذات العلاقة المباشرة مع المواطن
- 39 اعتماد آليات و مقاييس موضوعية و علمية لتقييم مردودية الموظف و ربط مساره المهني بأدائه، مع ضمان الاعتماد على التكنولوجيات الحديثة في كامل أجهزة الإدارة و هيكلها
- 40 ضمان حياد الإدارة و تحسين ادائها و نجاعتها واعتماد "التصرف حسب الأهداف" لتدعيم روح المبادرة والمسؤولية لدى الموظف
- 41 ضمان شفافية المناظرات الادارية و مصداقيتها في كل مراحلها (من شروط التناظر الى إعلان النتائج)

إعادة تأهيل و هيكلية قوات الأمن الداخلي لضمان حيادها و عودة الثقة بينها و بين المواطن

- 42 جعل مهمة وزارة الداخلية و وظائفها المختلفة في احترام تام لمقتضيات الدستور الوطني و الاعلان العالمي لحقوق الانسان.
- 43 إعادة تنظيم هيكل وزارة الداخلية و اليات التنسيق بينها، مع تطوير سياسة التدرج في الرتب
- 44 إعادة النظر في منظومة تكوين قوات الأمن الداخلي بما يتوافق مع معايير حقوق الانسان و شروط بناء مؤسسات أمنية في خدمة الوطن و المواطن

تعزيز دور قوات الجيش الوطني كرافد من روافد النظام الجمهوري و الذود عن الوطن

- 45 إعادة النظر في تنظيم وزارة الدفاع الوطني بما يضمن حياد المؤسسة العسكرية و يعزز دورها في صيانة الوطن و استقلاله في ظل دولة ديمقراطية



التخلص من الفوارق الجهوية عبر المشاركة السياسية للمواطن في إطار الهياكل الجهوية و المحلية المنتخبة و عبر آليات التواصل معه

29 أحداث مجالس اقليمية منتخبة، تتمتع باستقلالية إدارية ومالية و تمول من ميزانية الدولة و من الجباية المحلية

30 تمكين الإدارات الجهوية من كلّ الإمكانيات و الصلاحيات للقيام بدورها و التنسيق بينها و توضيح مسؤوليات هياكلها

31 تمكين المجالس البلدية المنتخبة من استقلالية إدارية و مالية أكبر و تمكينها من الإشراف على الجهاز الإداري البلدي

32 بعث فروع جهوية لدائرة المحاسبات للمحكمة الإدارية و تعزيز دورهما الرقابي

33 تمكين الجهات و البلديات من المساعدة الفنية لتأطير و تأهيل مواردها البشرية وإعانتها على بعث المشاريع الملائمة

ضمان الإعلام الحرّ و التعددي

34 بعث هيئة إشراف فاعلة، متوازنة التركيبية و مستقلة ضامنة لإعلام حر و تعددي و ساهرة على أخلاقيات المهنة

35 أخذ الخصوصيات القطاعية للإعلام بعين الاعتبار، الارتقاء بالتشريعات لمواكبة تطور تكنولوجيا الاتصال و ضبط طرق و مقاييس علمية لمؤسسات قياسات الرأي العام و قياس الاستماع و رفع العراقيل امامها

36 ضمان التكوين الحسن للصحفيين و تأهيلهم و ضمان حقهم في الاحتفاظ بسرية مصادرهم وفي الوصول إلى المعلومة الرسمية

37 تحديد دور وسائل الإعلام العمومية و مهامها و الإقرار بمبدأ حيادها مع ضرورة استشارة الحكومة لمجلس النواب في تعيين المسؤولين الاوائل عليها و بعث قناة برلمانية تنقل على المباشر مداولات المجالس لضمان شفافيته

21 الحكومة مسؤولة أمام البرلمان الذي له حق مساءلتها و حق التصويت على لائحة لوم طبق الإجراءات الدستورية

22 لرئيس الجمهورية الحق في حل البرلمان و الدعوة إلى انتخابات تشريعية سابقة لأوانها وذلك مرة واحدة خلال الفترة الرئاسية

23 وضع آليات لضمان استقلالية هياكل المراقبة المالية و نجاعتها و شفافية عملها

مبايعة جريدة في الحكمة رسا دولة القانون

ضمان المساواة و حقوق المواطن أمام منظومة قضائية مستقلة

24 اعتماد مبدأ انتخاب أعضاء المجلس الأعلى للقضاء

25 الحد من تبعية النيابة العمومية و ضمان استقلالية القاضي عبر معايير موضوعية للتعيين و التدرج و الترقيّة و النقلة يضبطها المجلس الأعلى للقضاء

26 تحسين ظروف عمل القضاة على جميع المستويات بما يكفل نجاعة أفضل و اعتماد مبدأ اختصاص القاضي، الارتقاء بمنظومة التكوين و إحداث اختصاصات قضائية جديدة

27 تبني مسار العدالة الانتقالية التي تمكن من معرفة الحقيقة و المحاسبة العادلة و إنصاف الضحايا و انجاز الإصلاحات الضرورية لمنع العود و بلوغ المصالحة الوطنية

28 تمكين المتهم من تواجد محاميه أثناء كل أطوار القضية ابتداء من ساعة الإيقاف و توفير الحصانة للمحامي أثناء الترافع

دستور جدد حذف المكاس ووقف مع الاستبداد والاساءة لمرأة انية

إقرار الحريات الفردية و العامة و الحقوق السياسية و الاقتصادية و الاجتماعية و الثقافية ضمن الدستور و جعلها غير قابلة للمراجعة

- 10 إقرار الحقوق و الحريات العامة و الفردية خاصة تلك المتعلقة بالحرمة الجسدية للفرد و كرامته
- 11 تحقيق مبادئ المساواة الكاملة بين المرأة و الرجل
- 12 تجسيم مبادئ العدالة الاجتماعية و تكريس المساواة بين الأفراد و الفئات و الأجيال و الجهات
- 13 ضمان حق العيش في بيئة سليمة، متوازنة و مستدامة و اعتباره من الحقوق الأساسية
- 14 جعل الأحكام العامة للدستور، المتعلقة بطبيعة النظام الجمهوري و بالحقوق و الحريات غير قابلة للمراجعة

إرساء دولة القانون كمنظومة فعلية

- 15 تحديد صلاحيات الإدارة المركزية و تنظيم علاقتها بالسلط و المؤسسات الجهوية
- 16 ضمان انتخاب الهياكل المحلية و الجهوية و تمثيليتها و اسنادها صلاحيات تقريرية
- 17 ضمان استقلالية دائرة المحاسبات و نشر تقاريرها للعموم
- 18 تكريس مبدأ "القانون فوق الجميع" و اعتبار القضاء المستقل الضامن لتطبيقه

إرساء آليات لضمان مراقبة مختلف السلط

- 19 إنشاء محكمة دستورية تراقب دستورية القوانين و مدى احترام السلط لمجال صلاحياتها و للمبادئ و الحقوق الدستورية
- 20 لكل هيئة او مواطن حق اللجوء للمحكمة الدستورية في مجال الحقوق و الحريات الدستورية بعد استيفاء كل درجات التقاضي

تونس دولة حرة، مستقلة، ذات سيادة، نظامها جمهوري، لغتها العربية و دينها الاسلام تفصل بين المجال السياسي و المجال الديني و منفتحة على القيم الكونية

- 1 دولة نظامها جمهوري مدني قائم على مؤسسات منتخبة تجسم سيادة الشعب. الدولة تحفظ هوية الشعب التونسي و تضمن حرية المعتقد
- 2 هوية الشعب التونسي متجذرة في عروبتها و إسلامها، ثرية بتنوع نسيجها الحضاري، متفاعلة تفاعلا خلاقا مع قيم الحداثة، منفتحة على حضارات العالم
- 3 الدولة تسهر على ترسيخ اللغة العربية و على إشعاعها مع الانفتاح على اللغات الأجنبية و على مختلف الثقافات و الحضارات
- 4 الدولة تسهر على رعاية دور العبادة و تضمن حيادها و ترفض توظيف الدين في السياسة و السياسة في الدين

إرساء نظام سياسي يؤمن الديمقراطية و الاستقرار و يضمن التوازن و الفصل بين السلط

- 5 تحديد واضح لصلاحيات كل سلطة و لآليات المساءلة و الرقابة بينها
- 6 ضمان استقلالية السلطة القضائية
- 7 رئيس الجمهورية منتخب انتخابا عاما و مباشرة لمدة 5 سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة، ويتم اختيار الوزير الاول من صلب الاغلبية البرلمانية
- 8 تحديد دقيق لصلاحيات و مهام رئيس الدولة و مهام الحكومة بما يحقق التوازن بينهما
- 9 تنظيم عمل البرلمان و تحديد دوره التشريعي و دوره الرقابي لعمل الحكومة. البرلمان يشارك الحكومة في حق عرض القوانين

- سنحرص على دفع الاستثمار وروح المبادرة في إطار نموذج تنموي جديد.
- سنرسي إجراءات عملية وفعالة قصد تعزيز ثقافة المؤسسة الوطنية.
- سنعمل على تعصير إدارة الضرائب وتبسيط المنظومة الجبائية.
- سنسعى الى تقليص التفاوت بين الجهات و تعزيز تطور اقتصادي متوازن.
- سنعمل من أجل اقتصاد متفتح على المزيد من الأسواق الدولية.
- سنعمل على جعل الفلاح جوهر إستراتيجية التنمية الفلاحية.
- سنسعى لتعزيز القطاع السياحي و ضمان ديمومة نشاطه.
- سنسعى للإرتقاء بتونس حتى تصبح قطبا للخدمات.
- سنسعى الى ارساء اطار جديد لقطاع التجارة
- سنعمل على جعل صناعاتنا مبتكرة و ذات قدرة تنافسيّة و متماسكة.
- سنحرص على مواكبة الديناميكية العالمية حول الطاقات المتجددة.

5 • مشروع مجتمعي عادل يهدف الى حياة كريمة

- من خلال التصدي للأوضاع الاجتماعية الهشة و الفقر و الخصاصة سوف نمكن المواطنين من استعادة الثقة في مستقبل واعد.
- سعيا إلى ضمان الحق في حياة كريمة سوف نتولى تطوير المقدرات الشرائية لجميع التونسيين.
- سنسعى الى تطوير المعيش اليومي للتونسيين و تمكين كافة المواطنين من الحياة الكريمة و ظروف عيش أفضل.
- إنّ ثورة الكرامة ستكون كذلك ثورة في مجال التربية الوطنية من أجل الحق في نظام تربوي يتميّز بالجودة.

6 • مناخ عيش متناغم لبناء مجتمع المواطنة

- سنعمل من أجل تسيير أفضل للإدارة والمصالح العمومية ولمصالح الأمن حتى تكون في خدمة المجتمع
- سنعمل من أجل أن تكون العائلة مرفهة وموحدة فتعي أكثر بالمواطنة وتساهم في تطوير البلاد.
- سنعمل من أجل أن تكون الثقافة موجّهة إلى كافة المواطنين و حقاً من حقوقهم.
- سنعمل من أجل ان يكون التونسي المقيم في الخارج مواطناً كامل الحقوق، و سنسهر على احترام كل حقوقه في بلد اقامته.
- سنعمل من أجل إطار عيش يتميّز بالجودة ويتلاءم مع متطلبات البيئة من أجل تطوّر عائلي متماسك

1 • دستور جديد يحفظ المكاسب و يقطع مع الاستبداد و يؤسس لجمهورية ثانية

- تونس دولة حرة، مستقلة، ذات سيادة، نظامها جمهوري، لغتها العربية و دينها الاسلام تفصل بين المجال السياسي و المجال الديني و منفتحة على القيم الكونية.
- إرساء نظام سياسي يؤمّن الديمقراطية والاستقرار و يضمن التوازن و الفصل بين السلط.
- إقرار الحريات الفردية و العامة و الحقوق السياسية و الاقتصادية و الاجتماعية و الثقافية ضمن الدستور و جعلها غير قابلة للمراجعة.
- إرساء دولة القانون كمنظومة فعلية.
- إرساء آليات لضمان مراقبة مختلف السلط.

2 • مبادئ جديدة في الحكم لإرساء دولة القانون

- ضمان المساواة و حقوق المواطن أمام منظومة قضائية مستقلة.
- التخلص من الفوارق الجهوية عبر المشاركة السياسية للمواطن في إطار الهياكل الجهوية و المحلية المنتخبة و عبر آليات التواصل معه.
- ضمان الإعلام الحرّ و التعددي.
- تعصير الإدارة و آلياتها و تحسين كفاءة مواردها البشرية خدمة لمصلحة المواطن.
- إعادة تأهيل و هيكلة قوات الأمن الداخلي لضمان حياها و عودة الثقة بينها و بين المواطن.
- تعزيز دور قوات الجيش الوطني كرافد من روافد النظام الجمهوري و الذود عن الوطن.

3 • توجهات جديدة و رائدة في السياسة الخارجية

- إعادة بناء سياسة خارجية منسجمة مع طموحات شعبنا و انتمائه الحضاري و علاقات دولية تهدف الى تحقيق الاندماج المغربي و المتوسطي و العربي و الأفريقي.

4 • منوال تنموي جديد من أجل اقتصاد متين وعادل

- سننتولي القيام بإجراءات فورية تعزز الانتعاش الاقتصادي و تدفع التشغيل و تمكن من التصرف في مخلفات النظام السابق.
- سنعيد للدولة دورها التعديلي و الضامن للانسجام الاجتماعي و للتنمية المستدامة.

في يوم 23 أكتوبر 2011، سوف يتولى المواطنون التونسيون، داخل تونس وخارجها، تدوين صفحة جديدة للجمهورية التونسية الثانية وان كان التكتل تاريخيا حزبا وطنيا معارضا للدكتاتورية فانه أصبح اليوم يمثل نقطة تلاقي قوى ديمقراطية تسعى الى بناء الجمهورية التونسية الثانية . وفي هذا الصدد يقترح التكتل أن نتولى معا تقديم نظرتنا لبلادنا وأن نقدّم معا الحلول والمقترحات للأزمات القيمية المادية التي نجابهها. وبناء على ذلك، سوف نتولى معا صياغة دستورنا بندا بندا.

وقد عبّر التونسيون عن رفضهم لتشتت ثم تلاشي قيم العمل والحرية والعدالة والتضامن، هذه القيم المترابطة مع بعضها البعض بشكل حميمي هي التي استلهم منها التكتل جذوره منذ سنة 1994. وهي الطموحات التي من أجلها ضحّى شهداؤنا بحياتهم و التي سيعمل التكتل على تحقيقها حتى تتألق تونس إلى الأبد.

لقد ظلّ التونسيون يعانون من تفشي البطالة وبتساءلون عن مستقبلهم ومستقبل أبنائهم، ويعانون من تنظيم العمل الذي أنتج الخصاصة والحرمان وفي أذهانهم تساؤلات حول العدالة الاجتماعية، ويتعاملون مع صناديق تضامن وهمية أثارت تمردهم على الاختلال الجهوي، ويتعايشون مع نظام نخرته الرشوة والفساد المتفشي في كامل مكوناته. وهم اليوم يتطلعون الى نظام ديمقراطي والى ارساء دولة قانون ويتطلعون الى ارساء مجتمع عادل.

وبناء على ذلك فإن التكتل الديمقراطي يعمل من أجل القطع الحقيقي مع منظومة الاستبداد التي هيمنت على البلاد على امتداد 23 سنة. و يطرح مشروعا مجتمعيا ونموذجا تنمويا يبني على عقد اجتماعي حقيقي عادل ومتوازن يضمن التنمية المستدامة والتوازن الاجتماعي .

وتبعا لذلك، فإن تعهداتنا إزاء تونس تتمثل في بناء مجتمع ديمقراطي وحرّ قادر على رفع أربعة تحديات كبرى :

1. بناء دولة قانون تجسم السلطات و السلطات المضادة و إرساء مبادئ جديدة في الحكم.
 2. بناء اقتصاد متين و عادل يدفع القدرة التنافسية و يعززها و يقلص من الفوارق الجهوية والاجتماعية ويعيد للعمل قيمته الأصيلة.
 3. مقاومة الفقر و الخصاصة والحرمان لتمكين التونسيين من التطلع إلى حياة كريمة .
 4. تجديد العهد مع مجتمع المواطنة قصد ضمان حكومة ديمقراطية و مناخ عيش متناغم.
- وبناء على ذلك فإنّ الرهان الجوهري يتمثل في ان يحتل كافة المواطنين التونسيين الموقع الذي هم به جديرون، أي في صميم المجتمع. وعلى هذه الصفحة الجديدة لتونس، فإن رفاه المواطن التونسي وسعادته وكرامته سوف تمثل الأهداف الرئيسية للتكتل. وبالتالي فإن السياسة والاقتصاد ومؤسسات الدولة سوف تكون مجرد وسائل و أدوات في خدمة المواطن.

مقدمة

الأمين العام : الدكتور مصطفى بن جعفر

التكتل

الديمقراطي من أجل العمل والحريات



التكتل الديمقراطي من أجل العمل والحريات حزب اشتراكي ديمقراطي تأسس يوم عيد الشهداء الأبرار في 9 أفريل 1994، لكنه حرم من التأشير القانوني ولم يحصل عليها إلا بعد أكثر من 8 سنوات من الصمود والنضال، وتحديدًا يوم 25 أكتوبر 2002.

و كان تأسيسه على أيدي مناضلين أحرار متعاطشين إلى الحرية والديمقراطية والتقدم والعدالة الاجتماعية ومنتيمين إلى تيارات وطنية متنوعة (سياسية تقدمية ونقابية وحقوقية رابطة)، يجمع بينهم الولاء للوطن دون سواه ورفضهم للاستبداد والقهر والظلم والحيث الاقتصادي والاجتماعي والانتهازي.

و قد رفض التكتل منذ تأسيسه، التعددية المغشوشة و الانخراط في منظومة الديكور الديمقراطي لذلك ظلت السلطة في العهد البائد تحاصره وتعمل على تهميشه في الواقع السياسي والإعلامي وتحرمه من أي تمويل عمومي كما لم تحصل جريدته «مواطنون» التي بدأ صدورها في جانفي 2007 على أي دعم من الدولة سواء كان ماليا مباشرا أو في شكل إشهار (إعلانات). وقد تواصل قمع التكتل وتهميشه و حرمان أمينه العام الدكتور مصطفى بن جعفر من الترشح لرئاسة الجمهورية. كما تم إسقاط 17 من قوائمته الأربع والعشرين في الانتخابات التشريعية الأخيرة (أكتوبر 2009) بسبب رفضه التواطؤ مع نظام ال ريلمخوعو عدم دخوله في دائرة المؤيدين.

وإن التكتل الديمقراطي من أجل العمل والحريات ليعتز بنضاله وصموده وثباته على المبادئ الوطنية والديمقراطية وإسهامه بذلك في التمهيد لثورة الحرية والكرامة التي قضت على الاستبداد والفساد في 14 جانفي 2011. وقد كان التكتل في طليعة المساندين للثورة والعمل الرصين على تحقيق أهدافها الوطنية النبيلة، لذلك انسحب سريعا من حكومة محمد الغنوشي عندما تبين له أنها امتداد مقنع لحكومة الطاغية بن علي.

يعمل التكتل، منذ تأسيسه، على تحقيق المبادئ الثلاثة التالية: الديمقراطية والعدالة الاجتماعية و دعم الهوية العربية الإسلامية الحداثيّة للشعب التونسي.

وقد بلور التكتل مبادئه الرئيسية الثلاثة في وثائق تأسيسه (1994) واختياراته وتوجهاته (1996) وعبر نضاله الميداني الطويل وكذلك في اللوائح السياسية والاقتصادية والاجتماعية والتربوية والثقافية والشبابية التي صادق عليها وأصدرها بمناسبة مؤتمره الأول في 29 و 30 ماي 2009.

للتكتل مكاتب جهوية (جامعات الحزب) في كل مراكز الولايات و فروع في عديد معتمديات و في مؤتمره الذي انعقد في ماي 2009 انتخب الحزب مجلسا وطنيا يتركب من 60 عضوا ومكتبا سياسيا يتكون من 13 عضوا.

وللتكتل تنظيم شبابي هو منظمة الشباب الاشتراكي الديمقراطي. والتكتل عضو فاعل في رابطة الأحزاب الاشتراكية الدولية والمؤتمر القومي العربي ورابطة الأحزاب الديمقراطية العربية. وتربطه علاقات تعاون وصدافة مع أحزاب وطنية وعربية وأجنبية عديدة.





التكتل

الديمقراطي من أجل العمل و الحريات

برنامج التكتل في 100 مقترح

www.ettakatol.org